sous l'Empire et du droit divin sous la Restauration. Tel n'était pas le plan de la providence, aussi il fallut une nouvelle crise et une nouvelle leçon.

La révolution de 1830 a accompli les décrets divins; elle a commencé une nouvelle phase dans la vie de l'humanité; elle a manifesté une nouvelle idée dans le monde, et posé un fait dont les conséquences pour l'avenir sont incalculables. Ce fait très simple en apparence, mais qui établit sur une nouvelle base les rapports de l'Église et de l'État, du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, des deux grands principes : l'unité et la variété, c'est : *qu'il n'y a plus de religion de l'état*. Ce fait mérite donc d'être étudié avec soin.

§ IV. — DE L'ÉTAT ACTUEL DE LA SOCIÉTÉ EN FRANCE, ET
DES CONSÉQUENCES QUI EN RÉSULTENT.

Il n'y a plus de religion d'état. Qu'est-ce à dire? L'État repousse toute solidarité avec une religion quelconque; il n'épouse les intérêts d'aucune d'elles, toutes lui sont indifférentes. Dans un catholique, dans un protestant, dans un juif, il ne voit que le Français, et ce n'est qu'en cette qualité qu'il leur accorde sa protection.

Jusqu'à présent, où l'État était lui-même l'Église et prenant la cause de l'Église il prenait sa propre cause; ou bien il reconnaissait une Église à laquelle il se soumettait et dont il exécutait les décisions, ou plutôt dont il était censé exécuter les décisions, car je parle ici du droit et non du fait qui, par la mauvaise foi des pouvoirs, se trouve souvent en contradiction avec le droit. Maintenant l'État n'est plus l'Église et n'est sujet d'aucune Église.

D'un autre côté, s'il refuse le concours de sa force matérielle à l'Église, il renonce à emprunter d'elle son autorité, et à employer à son profit sa force spirituelle. Jusques là l'État commandait au nom d'un Dieu quelconque; Moïse commandait au nom du Dieu d'Abraham; les législateurs grecs se re-